

Article

« Le Tiers-Monde et la révolution »

Samir Amin

Sociologie et sociétés, vol. 22, n° 1, 1990, p. 93-106.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001010ar>

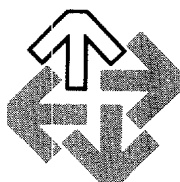
Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Le Tiers-Monde et la révolution



SAMIR AMIN

Les points de vue que je développerai dans cet article reposent sur deux piliers: la thèse du développement inégal du capitalisme (thèse analytique) et celle de la déconnexion nécessaire (thèse de stratégie politique déduite logiquement de la précédente). Par développement inégal j'entends bien autre chose que la banalité des apparences: la hiérarchie des revenus par tête, *etc.* J'entends que le système capitaliste porte en lui une tendance immanente — opérant dès l'origine (donc depuis quatre siècles) — à la polarisation centres/périphéries; que cette polarisation a remis à plus tard la question de la transformation socialiste éventuelle dans les sociétés capitalistes développées, tandis qu'à la périphérie elle imposait objectivement d'envisager un «autre développement» que celui qui résulte — dans ces conditions — de son intégration au système capitaliste mondial.

Une double thèse articulée de cette manière implique d'évidence une analyse qui dépasse le champ généralement circonscrit par «l'économie». Cette analyse se situe d'emblée dans le champ riche et vaste du matérialisme historique.

— 1 —

Je ne reviendrai pas ici sur l'histoire de la cristallisation progressive de mes thèses concernant le «développement autocentré». Le lecteur pourrait en retrouver le fil conducteur dans la préface que j'ai écrite pour la nouvelle édition de *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Il trouvera également dans mon ouvrage récent, *La déconnexion* (paru en 1986), l'état actuel de mes réflexions sur ces problèmes.

S'il me fallait aujourd'hui résumer l'essentiel de la thèse et de ses dimensions politiques, je le ferais dans les points suivants:

— Premièrement: le caractère profondément inégal, immanent à l'expansion capitaliste dès l'origine, s'exprimant par la tendance continue à la polarisation du couple centres/périphéries, a mis à l'ordre du jour de l'histoire la révolution des *peuples* de la périphérie. Cette révolution est *anticapitaliste* dans ce sens qu'elle se dresse contre le développement capitaliste tel qu'il est, pour les peuples de la périphérie, c'est-à-dire insupportable. Autrement dit, les contradictions les plus violentes que l'accumulation capitaliste entraîne dans son propre mouvement réel opèrent à la périphérie du système plutôt que dans ses

centres. Mais cette révolution anticapitaliste n'en est pas pour autant simplement «socialiste». Elle a, par la force des choses, une nature complexe sur laquelle nous reviendrons.

— Deuxièmement : le marxisme a développé une vision de la société sans classes (le communisme) qui, selon lui, doit se frayer la voie par le jeu même de la réponse aux contradictions internes du capitalisme (et en cela le socialisme marxiste s'est qualifié de «scientifique»). Il a aussi développé une vision des grandes directions de la «transition» du capitalisme au communisme, intitulée phase «socialiste». On peut adhérer à la conception marxiste de l'objectif final sans pour autant accepter la thèse d'une construction socialiste mondiale amorcée à partir de révolutions ouvrières dans les centres capitalistes avancés.

— Troisièmement : toutes les révolutions de notre époque (en Russie, Chine, Vietnam, Cuba, Yougoslavie, *etc.*) qui ont été inmanquablement qualifiées de socialistes (et qui, dans l'intention de leurs acteurs, s'assignaient bien cet objectif) sont en réalité des révolutions anticapitalistes complexes parce qu'elles se sont faites dans des régions attardées — périphériques ou semi-périphériques — du système mondial. De ce fait, comme on le dira plus loin, elles n'ont pas ouvert l'ère d'une «construction socialiste» qui réponde aux critères développés à l'origine par le marxisme. De la même manière, et pour la même raison, les tentatives «d'aller de l'avant» amorcées ici et là dans le Tiers-Monde capitaliste à partir de la radicalisation du mouvement de libération nationale, se sont inmanquablement qualifiées de «socialistes» (soit en y ajoutant une qualification locale — socialisme africain, arabe, asiatique ou musulman, *etc.* — soit même parfois en adoptant tout simplement les termes du marxisme — socialisme «scientifique», ou «marxiste-léniniste», *etc.*). Pour la même raison, les transformations opérées ici, plus ou moins importantes ou fragiles selon les cas, ne répondent guère aux critères classiques du «socialisme».

— Quatrièmement : dans ces conditions, l'histoire réelle nous impose d'analyser la nature et la perspective des évolutions «au-delà du capitalisme» amorcées à partir de la révolution anticapitaliste des périphéries et de la radicalisation de la libération nationale. Pour ce faire, il est nécessaire d'aller au-delà du discours idéologique, soit de légitimation (selon ce discours, il s'agit bien de sociétés «socialistes» dont les réalisations sont «globalement positives», en dépit des erreurs... qui sont humaines), soit de polémique (selon ce discours, il s'agit de «déviation» par rapport à un modèle socialiste théorique que l'on a en tête et que l'on suppose possible). Or, le discours idéologique refusé, il reste deux thèses possibles. L'une est que ces révolutions ont en fait ouvert une ère de développement *capitaliste* pur et simple (et donc en aucune manière n'ont ouvert une évolution «au-delà du capitalisme»), fût-il en conflit (provisoire) avec les centres dominants du capitalisme mondial, et présente-t-il, comme c'est toujours le cas, des «spécificités». Nous n'acceptons pas cette thèse et avons donné nos arguments ailleurs. Nous lui opposons la thèse qu'il s'agit de révolutions nationales populaires qui, confrontées aux contradictions réelles à surmonter, l'ont fait — avec un succès variable à apprécier — en ouvrant simultanément des perspectives au développement de tendances antagonistes, capitalistes, socialistes et autres (que nous préciserons plus loin).

Nous mettons donc au centre de nos préoccupations l'analyse de ces contradictions réelles, en cherchant à comprendre comment la société postcapitaliste y répond ou pourrait y répondre.

Il n'est pas difficile de situer le cœur de la contradiction principale à laquelle les régimes «postcapitalistes» se heurtent. En effet, ces sociétés sont confrontées à l'exigence d'un développement substantiel des forces productives. Il est en effet illusoire de penser fonder un «autre développement» sur la misère, le dénuement, voire la famine. Même si l'on rejette les modèles de vie et de consommation produits par le capitalisme dans ses centres avancés, qu'on en mesure le gaspillage réel et l'inhumanité, il reste qu'il faut bien, dans les pays de la périphérie, parvenir à augmenter fortement les productions vivrières, fonder des capacités industrielles inexistantes ou les compléter, ouvrir des écoles et des hôpitaux, construire des logements, des routes et des chemins de fer, *etc.* Pour toutes ces tâches, les technologies développées par le capitalisme, même intelligemment sélectionnées et adaptées, restent sans

concurrence sérieuse. Or, si l'on croit — comme nous — que les technologies ne sont pas neutres, il va sans dire que le développement des forces productives obtenu sur leur base implique certaines formes d'organisation du travail (donc des rapports de production) au moins partiellement analogues à celles du capitalisme. Plus que cela. Si évidente que puisse être l'illusion du consumérisme pour ceux qui en sont gavés, l'attraction de la consommation de type «occidental» restera forte pour ceux qui sont encore privés du minimum. C'est bien là la revanche posthume de Marx et le message du marxisme: la société sans classes ne pourra être édifiée que lorsque les conditions d'un développement suffisant des forces productives auront été réunies.

Est-ce à dire alors que le passage préalable par une phase d'accumulation capitaliste soit inévitable? et accepter la thèse selon laquelle les révolutions russe, chinoise, *etc.*, ne sont finalement que des formes de la révolution bourgeoise?

Ce serait là ne voir que l'une des faces du problème. Car d'une part, la révolution bourgeoise n'est pas dans sa nature profonde le produit d'un mouvement des masses populaires organisées et dirigées par des partis politiques ouvertement anticapitalistes dans leur idéologie et vision de l'avenir. D'autre part, l'expansion capitaliste a été et reste mondialisée; c'est-à-dire qu'elle implique des développements locaux ouverts sur le système mondial. Or, précisément, la soumission à cette exigence de l'intégration au système mondial est à l'origine de l'incapacité du capitalisme périphérique de répondre aux exigences de ses peuples. Accepté par la bourgeoisie locale *lato sensu*, ce type de développement subalternisé est remis en question par les masses populaires qu'il écrase.

L'expression de cette contradiction spécifique et nouvelle, qui n'avait pas été imaginée dans la prospective classique de la «transition socialiste» telle que Marx l'avait probablement conçue, donne aux régimes «postcapitalistes» leur contenu réel, celui d'une *construction nationale et populaire* dans laquelle se combinent conflictuellement ce que j'ai qualifié des «trois tendances» du socialisme, du capitalisme et de l'étatisme.

Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà écrit à ce propos, notamment dans *La déconnexion* et la *Préface à l'accumulation*. J'insisterai seulement sur deux propositions complémentaires, concernant la démocratie et le nationalisme.

Le conflit entre les forces du socialisme et celles du capitalisme et de l'étatisme au sein des sociétés postcapitalistes ne saurait être réduit à l'examen formel du repérage de la coexistence des secteurs distincts de l'activité; les uns, prétendus socialistes du fait de la propriété publique, les autres, qualifiés de capitalistes parce que régis par la propriété privée. Car dans le secteur public lui-même (socialiste ou étatiste? ou même capitaliste d'État?) les rapports de hiérarchie entre les décideurs, les cadres et les travailleurs, l'organisation du procès de travail, l'idéologie de «l'efficacité» telle qu'elle est pratiquée en fait le plus souvent, restent largement analogues à ce qu'ils sont dans les sociétés capitalistes. S'il y a néanmoins des tendances qui expriment la critique de ces pratiques, c'est-à-dire des forces socialistes vives dans la société, on doit en repérer l'existence tant au niveau de la base travailleuse qu'à celui de l'organisation du pouvoir d'État et de l'idéologie qui l'anime. Les sceptiques diront que ces forces sont apparemment bien faibles à la base — le pouvoir leur refuse d'ailleurs le moyen de s'exprimer et de changer la réalité des pratiques. Que par ailleurs le pouvoir, largement secret et autocratique, manipule les slogans du socialisme, et que le marxisme — parfaitement instrumentalisé — est devenu en fait l'idéologie de légitimation de ce pouvoir.

Ce jugement peu nuancé me paraît unilatéral, précisément parce qu'il passe sous silence le contenu national populaire des régimes en question, c'est-à-dire le rapport entre le pouvoir nouveau et les classes populaires qui ont renversé l'ordre capitaliste. Ce rapport n'est pas le fruit d'une conjoncture passagère, celle du moment de la révolution. Certes, dans certaines révolutions bourgeoises également le peuple s'est bien mobilisé contre l'ancien régime, mais alors sous la direction indiscutable d'une classe — la bourgeoisie — déjà constituée et forte. Dans ces conditions, la bourgeoisie a effectivement monopolisé — et très vite — le contrôle du nouveau pouvoir. Par contre, dans les révolutions anticapitalistes.

la «nouvelle classe», si on veut l'appeler ainsi faute de mieux, ne préexiste pas au mouvement populaire; elle en est plutôt le produit, ou l'un des produits. Dans la mesure où cette nouvelle classe tente de se cristalliser en force autonome vis-à-vis du peuple, elle opère précisément par le moyen du contrôle de l'État. Cette cristallisation chemine donc à travers un rapport complexe — à la fois d'alliance et de conflit — entre la nouvelle classe et le peuple.

Il reste que des forces capitalistes — au sens commun du terme — opèrent aussi dans la société postrévolutionnaire, pour la raison évoquée que le développement nécessaire des forces productives en appelle l'émergence permanente. Il ne s'agit donc pas là de simples «vestiges du passé», loin de là. L'ouverture d'un espace aux rapports marchands, à la petite production privée, voire au contrôle de segments plus importants de la production confiés à l'entreprise capitaliste, à laquelle le pouvoir est presque toujours spontanément hostile mais qu'il finit souvent par accepter par nécessité, démontre presque inmanquablement son efficacité (amélioration rapide de la production et du niveau de vie) et par là même sa popularité.

Pourquoi donc cette supériorité apparente des formes capitalistes sur celles de l'économie d'État? J'avancerai pour ma part une explication qui, en partie, inverse la question, que je poserai donc dans les termes suivants: pourquoi l'infériorité apparente de l'économie d'État? Ma réponse est fondée sur l'observation que la bourgeoisie reste en fait assez bien organisée, malgré les coups qui lui ont été portés au cours de la révolution nationale populaire. Elle sait donc mettre rapidement à profit toute occasion qui se présente à elle. Par contre les classes populaires (classe ouvrière et paysannerie) n'ont été organisées qu'à l'occasion et dans la révolution nationale populaire. Par la suite, le pouvoir s'est employé à réduire leur autonomie. Elles sont donc peu armées pour riposter et opposer leur propre projet et d'une manière efficace.

Nous nous heurtons ici frontalement à la question de la démocratie. Celle-ci n'est pas un «luxe» dont le déploiement entrerait en conflit avec l'accélération du développement matériel de la société. L'expérience historique des sociétés postcapitalistes démontre le contraire: que la démocratie populaire est au contraire la condition de cette accélération. Il ne s'agit pas ici de proposer quelques recettes concernant la pratique démocratique nécessaire à mettre en œuvre. Car la praxis sociale réelle seule peut en dégager les formes adéquates. Mais on peut, sans crainte d'erreur, affirmer le principe que la démocratie populaire doit être réellement plus avancée que la pratique de la démocratie bourgeoise, dont elle doit reprendre l'héritage (les droits de l'individu, l'indépendance de la justice, le respect de la pluralité des vues, la séparation des pouvoirs, *etc.*) pour le porter plus avant, enrichi par la dimension sociale de la démocratie nouvelle. Celle-ci ne saurait non plus être réduite au paternalisme d'État, garantissant emploi, éducation, santé, *etc.* Elle doit s'ouvrir sur le contrôle effectif par les travailleurs des moyens et des conditions de production. Autogestion, liberté syndicale, communes paysannes constituent des moyens — et parfois des expériences réelles — qui, allant dans ce sens, ne sauraient être sous-estimées.

Sans doute le pouvoir ne considère-t-il souvent ces formes de la démocratie populaire que comme des «concessions» auxquelles il ne cède qu'en dernier ressort, s'il y est contraint. Pourquoi? Parce que dans ce pouvoir s'expriment aussi les ambitions de la «nouvelle classe», ce qui nous conduira à examiner de plus près — plus loin — la question de l'«étatisme» et du fétichisme du pouvoir.

Mais avant d'aborder cette question, il nous faut peut-être dire quelques mots concernant la dimension nationale (voire nationaliste) du projet national populaire.

Le développement capitaliste périphérique, par essence extraverti, décompose les nations qui en sont les victimes, tandis qu'à l'opposé, la cristallisation capitaliste dans les centres du système a donné aux nations qui le composent leur contenu moderne. Affaiblissement de la nation en tant qu'acteur collectif participant réellement au façonnement du monde moderne et périphérisation économique vont nécessairement de pair. De ce fait, le rejet de la périphérisation par les peuples qui en sont les victimes — leur révolution anti-

capitaliste — revêt nécessairement une dimension nationale, voire nationaliste. La déconnexion qui s'impose comme cadre d'une stratégie efficace de reconstruction révèle et accuse cette dimension. Cette dimension nationale est progressiste, puisqu'elle exprime l'une des exigences fondamentales de l'abolition de l'inégalité entre les peuples, accusée, reproduite et approfondie par l'expansion même du capitalisme. Quels que puissent être les jugements de valeur fondés sur les concepts d'humanisme, de libération de classe et d'internationalisme que la pensée progressiste bourgeoise, puis le marxisme, ont forgés, le caractère fondamentalement progressiste de la libération nationale et du contenu national de la société populaire postcapitaliste reste, à notre avis, indiscutable. Certes, le nationalisme véhicule des problèmes et comporte ses aspects négatifs, comme il connaîtra ses limites historiques, comme toute étape de l'histoire humaine. Il n'en reste pas moins une exigence incontournable.

J'irai même jusqu'à dire que les nationalismes soviétique, chinois, yougoslave ou albanais, restent l'expression d'une force de progrès. Le fait que ni les peuples, ni les pouvoirs nouveaux ne soient disposés ici à sacrifier l'indépendance acquise face au système capitaliste dominant, me paraît éminemment positif. Que l'on compare seulement cette situation avec celle créée dans les pays du Tiers-Monde où le pouvoir et les classes dominantes acceptent la subalternisation de leur société, où même aujourd'hui de larges couches populaires sont aliénées par les modèles de vie de l'Occident et de leurs classes dirigeantes et trop désorganisées pour faire face à l'attraction de ceux-ci. Il n'y a pas de doute — pour moi — que l'idéologie «mondialiste» a ici des effets désastreux, accusant l'impasse des sociétés de la périphérie.

Doit-on nuancer mon «optimisme» concernant le nationalisme des pouvoirs nationaux populaires? L'attraction que le modèle occidental exerce sur ces couches dirigeantes n'est pas totalement négligeable. Les critères «d'efficacité», acceptés sans trop d'esprit critique, pourraient être les véhicules d'une «reconnexion» — après la déconnexion transitoire. L'accent se transférerait alors toujours plus dans la direction d'une synonymie entre «efficacité» et «compétitivité internationale», comme c'est la règle en Occident. Cependant, je crois qu'il est nécessaire de faire ici deux observations. La première est qu'en l'état actuel des choses, et pour l'horizon de l'avenir visible, il n'est pas question de «reconnexion» au sens d'une intégration au système mondial impliquant la soumission à la logique du développement capitaliste mondialisé, mais simplement d'une intensification des échanges extérieurs, que les États nationaux populaires sont capables de dominer largement et de soumettre à la logique de leur développement interne. Ici encore, l'attachement des peuples et des pouvoirs des pays «socialistes» à leur indépendance est un facteur réel, puissant et positif. Imaginer que ces pouvoirs accepteraient le sort de la compradorisation auquel se soumettent les classes dirigeantes du Tiers-Monde capitaliste est, je crois, sans fondement. La seconde observation est que même si — dans un avenir plus lointain non encore visible — les sociétés nationales populaires envisageaient une intensification de leurs relations extérieures proche de la «reconnexion», celle-ci par elle-même pèserait lourd dans la balance mondiale. Je veux dire par là que le système mondial reconstitué de la sorte ne pourrait plus être qualifié de «capitaliste» d'une manière absolue et unilatérale. Car le progrès interne — immense — qui aurait précédé cette reconnexion n'aura pu être réalisé qu'à la condition que la tendance socialiste au sein de ces sociétés nationales populaires ait été développée et renforcée. Par ailleurs cette reconnexion, dans ces conditions, impliquerait presque certainement — pour des raisons politiques évidentes — qu'en Occident même on ait progressé considérablement dans un sens populaire. À partir de la social-démocratie actuelle peut-être, et même sans doute. Mais alors on aurait affaire à un système global «en transition», dont les aspects socialistes ne seraient plus, ni ici, ni là, négligeables.

Sans doute aussi faudrait-il nuancer le jugement positif porté sur le nationalisme en question. Dans le cas des États plurinationaux, comme l'Union Soviétique, si le nationalisme global (soviétique) me paraît positif, je n'en dirai sûrement pas autant du nationalisme russe vis-à-vis des autres peuples de l'Union, notamment des nations de l'Asie Centrale et du Caucase. Par ailleurs, le nationalisme des peuples de l'Europe Orientale placés dans l'orbite

soviétique reste d'une portée ambiguë. D'une part, la volonté de ces pays de réduire leur dépendance à l'égard du grand frère est certainement positive. Mais d'autre part, l'attraction «européanisante» — c'est-à-dire l'illusion d'une intégration dans l'Europe politique (Conseil de l'Europe, *etc.*), voire communautaire — qui n'est pas absente ici, favorise certainement les tendances capitalistes au sein de ces sociétés.

La théorie que je propose de la révolution anticapitaliste s'ouvrant sur une société postcapitaliste (mais non «socialiste») nationale populaire implique, d'évidence, que l'on renonce à la théorie «officielle» de la révolution socialiste par étapes — nationale démocratique, puis socialiste — telle qu'elle a été formulée, en fait pour légitimer les pratiques du pouvoir.

– 2 –

La société nationale populaire postcapitaliste n'est pas le lieu du seul conflit — compromis — entre formes, forces et tendances capitalistes et socialistes. Elle est aussi le cadre de l'émergence d'une troisième composante sociale, l'étatisme.

Sans doute l'intervention active de l'instance politique et de l'État dans la vie sociale n'est pas chose nouvelle. Au-delà même des formes multiples de l'intervention économique de l'État, la prépondérance conjoncturelle de la propriété publique n'est pas davantage une nouveauté. Associées à divers stades de l'émergence et de l'expansion capitaliste, les fonctions du «capitalisme d'État» ont été de ce fait diverses. C'est pourquoi la réduction de tout étatisme à un simple capitalisme d'État (ou capitalisme bureaucratique) ne résout pas la question de la nature et des perspectives de celui-ci, d'autant qu'ici, c'est-à-dire dans les pays «socialistes», cette émergence vient après une révolution anticapitaliste. La nature de cet étatisme pose donc des questions nouvelles, pour lesquelles le raisonnement par analogie et l'assimilation aux formes de l'étatisme au sein du capitalisme sont plus trompeurs qu'instructifs.

C'est précisément à ce point que se situe le développement que je propose concernant le rôle spécifique de l'intelligentsia dans la révolution nationale populaire. Je précise d'emblée que cette analyse est spécifique au mouvement historique engendré par la tentative de sortir de l'impasse du capitalisme périphérique. Le concept d'intelligentsia est particulier et spécifique aux sociétés du capitalisme périphérique.

L'intelligentsia n'est pas en effet synonyme ni de «petite bourgeoisie» en général, ni même de «milieux cultivés» (ou «intellectuels», *a fortiori* «diplômés», *etc.*). La petite bourgeoisie est un conglomérat hétéroclite et variable de couches sociales engendrées dans tout développement capitaliste, central ou périphérique. En tant que classe — globalement — elle ne joue pas de rôle politique décisif; et la thèse que cette classe reste divisée, vacillante, tantôt portée à droite, tantôt à gauche, me paraît fondamentalement correcte. Dans les centres capitalistes, tantôt elle rejoint le camp du capital et de la droite, tantôt elle soutient la classe ouvrière dans sa stratégie réformiste, selon les conjonctures. Mais cette vacillation, qui se situe tout entière dans une structure où droite et gauche acceptent les «règles du jeu» du système (c'est-à-dire, d'une part, les critères fondamentaux de la gestion capitaliste de l'économie et, d'autre part, la démocratie électorale), n'a évidemment pas plus de portée historique que le clivage droite-gauche qui caractérise la vie des sociétés capitalistes centrales. Dans les périphéries, la petite bourgeoisie vacille également entre le camp de la bourgeoisie locale (laquelle n'envisage son pouvoir que dans les limites que «l'ajustement» aux exigences du système capitaliste mondialisé permet) et celui des classes populaires (appelées sans cesse à se révolter contre le sort que la périphérisation leur réserve). Mais là, le clivage droite-gauche a une portée historique décisive; et c'est ce clivage qui est à l'origine des transformations importantes réelles dans le monde contemporain: révolutions dites socialistes et libération nationale dans les pays du Tiers-Monde.

Les couches particulières constituées par les «intellectuels», ou les «diplômés», les bureaucrates et les technocrates, *etc.*, ne sont guère dans l'ensemble que des sous-groupes

de la petite bourgeoisie, à côté d'autres (les petits producteurs, les cadres moyens, *etc.*). Dans ce sens, il n'y a rien de bien particulier à dire concernant ces couches en tant que telles qui échappent à la règle générale relative au caractère vacillant de la petite-bourgeoisie et à son rôle non décisif dans l'histoire.

Dans les centres, où la capacité intégratrice du développement capitaliste a créé le consensus social auquel nous faisons référence plus haut (les règles du jeu admises par la droite et la gauche), les classes moyennes et les intellectuels sont aussi, de ce fait, dans l'ensemble parfaitement intégrés au système global. C'est la «trahison des clercs» selon Julien Benda.

Gramsci, en proposant les développements que l'on connaît concernant «l'intellectuel organique», supposait que chaque classe importante dans l'histoire — soit qu'elle soit dominante (la bourgeoisie dans le capitalisme), soit qu'elle puisse aspirer à le devenir (la classe ouvrière) — produit par elle-même, collectivement, son idéologie et sa culture, ses formes d'organisation et ses pratiques. L'intellectuel organique est le catalyseur de cette production à laquelle il donne l'expression adéquate pour que l'idéologie de la classe qu'il représente puisse s'ériger en idéologie dominante dans la société. Gramsci supposait par ailleurs que la classe ouvrière des centres capitalistes était révolutionnaire et, sur la base de cette hypothèse, réfléchissait aux conditions d'émergence de l'intellectuel organique de la révolution socialiste (le parti d'avant-garde). Si l'on croit que l'hypothèse de Gramsci est erronée, et que la classe ouvrière des centres capitalistes accepte elle aussi les règles fondamentales du jeu dans le système, alors on doit en déduire que les classes travailleuses ne sont pas ici en mesure, dans l'état actuel des choses, de produire leur propre «intellectuel organique» socialiste. Elles produisent bien sûr des cadres qui organisent leurs luttes, mais il s'agit de cadres qui ont renoncé à penser dans les termes du projet alternatif de la société sans classes. Il existe bien, dans ces sociétés, des individus qui restent attachés à la vision de celle-ci. Mais comme on l'a déjà dit, le «marxisme occidental» est un marxisme de chapelles et d'université, sans impact social. Il existe bien aussi, dans ces sociétés, des exigences de nature socialiste qui se fraient la voie à travers des expressions diverses. Mais il est caractéristique que ces exigences ne s'articulent pas dans un projet global (ainsi «Verts», féministes, *etc.*, refusent formellement d'aller au-delà de la revendication spécifique qui les définit), et donc qu'elles ne produisent pas l'intellectuel organique que Gramsci appelait.

La situation à la périphérie est totalement différente. Ici, les classes populaires n'ont rien à attendre du développement capitaliste tel qu'il est pour elles. Elles sont donc potentiellement anticapitalistes. Néanmoins, leur situation ne correspond pas à celle du prolétariat telle que le marxisme classique la conçoit. Car il s'agit d'un conglomérat hétérogène de victimes du capitalisme frappées de manières diverses à l'extrême. Ces classes ne sont pas en position d'élaborer par elles-mêmes, et seules, un projet de société sans classes. Elles sont capables — et le prouvent constamment — de «refuser» et même de se révolter, d'une manière plus générale de «résister» (activement et passivement). Dans ces conditions, un espace historique est ouvert pour que se constitue la force sociale capable de remplir cette fonction objectivement nécessaire et possible : celle du catalyseur qui formule le projet social alternatif au capitalisme, organise les classes populaires et dirige leur action contre le capitalisme. Cette force, c'est précisément l'intelligentsia.

L'intelligentsia — ou l'intelligentsia révolutionnaire si l'on veut la qualifier — n'est donc pas globalement «la petite bourgeoisie» de ces sociétés en tant que classe. L'intelligentsia recrute largement dans cette classe — pour des raisons simples et évidentes — mais non exclusivement : les éléments venus de l'aristocratie et du peuple y sont souvent également nombreux. L'intelligentsia ne se définit pas par l'origine de classe de ses membres. Elle se définit par : (i) son anticapitalisme ; (ii) son ouverture sur la dimension universelle de la culture de notre époque et, par ce moyen, sa capacité de se situer dans ce monde, d'en analyser les contradictions, d'en comprendre les maillons faibles, *etc.* ; et (iii) sa capacité simultanée de rester en communion vivante et étroite avec les classes populaires, d'en partager l'histoire et l'expression culturelle.

Il reste à savoir quelles sont les conditions favorables à la cristallisation d'une telle intelligentsia, et quels sont les obstacles à celles-ci. À mon avis, cette question, sur laquelle on a trop peu réfléchi, est pourtant la question fondamentale du mouvement progressiste de notre époque, la véritable question que l'histoire a mis objectivement à l'ordre du jour. Je ne tenterai pas d'y répondre à la hâte. Je me contenterai de dire ce qui me paraît évident au plan des conditions culturelles de cette cristallisation. Le refus d'accepter et de saisir la dimension universelle de la culture que la mondialisation réelle amorcée par le capitalisme a déjà imposée (en dépit du caractère contradictoire de cette mondialisation dont les peuples de la périphérie sont les victimes), ce refus et le repliement dans un nationalisme culturaliste négatif («antioccidental» sans plus, souvent névrotique) ne constituent pas le levain possible d'une réponse efficace. À l'opposé, l'aliénation occidentaliste qui sépare définitivement de la réalité populaire engage également nécessairement dans l'impasse.

Je crois que le marxisme offre le seul moyen intellectuel qui permette l'heureuse synthèse nécessaire, au moins potentiellement. Car bien entendu, il existe un «marxisme occidental» auquel le qualificatif d'*occidentocentriste* conviendrait mieux, à mon avis. Ce marxisme aliéné est, par nature, impuissant, puisqu'il se refuse à se situer là où l'action est possible. C'est pourquoi j'ai écrit dans *La déconnexion* que le marxisme avait acquis une vocation afro-asiatique qui est peut-être sa vocation principale. Je sais bien qu'en disant cela, je m'attire les foudres de bien des marxistes occidentaux, qui n'y verront qu'une «déviation nationaliste» banale...

J'avancerai l'idée que, dans l'esprit de cette proposition d'analyse, le Parti Bolchévique et le Parti Communiste chinois ont été des expressions parfaites de la cristallisation d'une intelligentsia révolutionnaire qui est effectivement parvenue à organiser les classes populaires et à en devenir l'avant-garde réelle. Chacune de ces histoires a évidemment ses spécificités concrètes et ses conditions d'émergence particulières. Peut-être, dans le cas russe, l'appartenance à l'Europe a-t-elle été un élément favorable, le marxisme n'apparaissant pas ici comme un corps étranger importé. Peut-être en Chine le caractère civil (c'est-à-dire non religieux) de l'idéologie dominante traditionnelle — le confucianisme — a-t-il été un moindre obstacle au sens qu'il ne pouvait opposer une résistance farouche à «l'importation» culturelle — du marxisme en l'occurrence (d'ailleurs, au Japon, une culture analogue ne s'est pas révélée hostile à l'importation du capitalisme...). Par contraste, peut-être l'interprétation totalitaire des religions qu'on peut avoir (ici de l'hindouisme et de l'islam) constitue-t-elle un obstacle sérieux à l'ouverture universaliste nécessaire, efficace jusqu'à aujourd'hui en tout cas.

La révolution nationale populaire conduite avec succès dans ces conditions est à l'origine du problème de l'étatisme dans les sociétés postcapitalistes. Il s'agit là d'un problème pour l'essentiel nouveau. Je veux dire par là qu'il ne saurait être réduit à une «forme spécifique et transitoire» de la construction capitaliste. Comme je veux dire aussi qu'il n'est pas l'expression d'un développement linéaire fatal imposé par la centralisation grandissante du capital, elle-même produite par le mouvement propre du capital. La première réduction, qui est l'hypothèse implicite de la théorie selon laquelle les révolutions en question ne sont que des révolutions capitalistes, oublie simplement que ces révolutions s'inscrivent contre le mouvement du capital, qui est d'approfondir la mondialisation de son expansion. La seconde réduction s'inscrit également contre la réalité : si la centralisation du capital impose l'émergence possible de l'étatisme (dans l'avenir, si rien ne change au plan plus essentiel de la lutte des classes) comme réponse aux contradictions engendrées par cette centralisation, c'est en Occident développé que cette tendance devrait se manifester, pas à la périphérie.

L'État nouveau national populaire est une expression nécessaire pour de multiples raisons. D'abord parce que, inscrite dans un système mondial d'États, la société nationale populaire qui se constitue en rupture avec la mondialisation capitaliste (la déconnexion précisément) affronte les États capitalistes dont l'agressivité à son endroit n'a jamais cessé de se manifester. Ensuite parce que la société nationale populaire n'est pas «la dictature du prolétariat» (qui est, au mieux, fort minoritaire). Elle est une alliance de classes aux intérêts

en partie convergents, en partie conflictuels (par exemple, il y a une divergence d'intérêts réels à court et moyen termes entre paysans et peuple urbain, *etc.*). L'État est le seul moyen de gérer ces rapports. Enfin parce que le rapport entre l'intelligentsia (le «Parti» d'avant-garde) et les classes populaires n'est pas unilatéral (l'avant-garde «représente» le peuple...) mais complexe, tissé à la fois d'alliances et de conflits.

Ces conditions sont à l'origine du fétichisme du pouvoir, si visiblement évident dans les sociétés postrévolutionnaires, un fétichisme qui nourrit des illusions graves, entre autres celle qu'il est possible de «contrôler» les tendances capitalistes et les tendances socialistes qui opèrent dans la société. L'histoire prouve que ce pouvoir ne «contrôle» les tendances capitalistes qu'en les réprimant au prix des difficultés économiques qu'il crée de ce fait et que l'on connaît. Quant au «contrôle» des travailleurs, par l'association du paternalisme d'État (les réalisations matérielles effectives en faveur des travailleurs), de la manipulation (l'instrumentalisation du marxisme officiel) et de la répression, l'histoire démontre aussi qu'il affaiblit le développement économique et qu'il connaît ses limites. On retrouve alors, à ce point, la question fondamentale de la démocratie.

Quoi qu'il en soit, dans ce schéma analytique, l'étatisme nous paraît constituer une troisième composante, autonome. Il n'est pas le simple masque d'un capitalisme en construction. Il n'est pas non plus, comme le discours idéologique du pouvoir le prétend, une forme dont le contenu serait, par définition et par avance, socialiste.

Je ne dirai pas qu'il en est de même dans les amorces de réponse au défi du capitalisme telles qu'elles se sont produites jusqu'ici, ailleurs dans le Tiers-Monde, à partir de la radicalisation du mouvement de libération nationale.

Il y a pourtant des analogies entre les deux ensembles d'expériences contemporaines. Les unes et les autres sont également des réponses au défi de l'expansion capitaliste et au refus d'accepter la périphérisation qu'elle implique. Le mouvement radical de libération nationale est également l'expression d'une vaste alliance sociale qui a impliqué les classes populaires. Si dans certains cas la direction bourgeoise paraît évidente, dans d'autres cela l'est moins. Car la bourgeoisie s'est souvent retrouvée dans le camp du compromis précoce avec l'impérialisme... Dans les mouvements radicaux de libération nationale, il me semble que l'on retrouve l'élément intelligentsiste remplissant les fonctions de catalyseur des forces populaires, dont le rôle — sous-estimé par l'analyse formaliste — a été plus décisif que celui de la «petite bourgeoisie» que l'on considère (à tort) globalement comme l'acteur principal.

Il serait plus intéressant à mon avis de regarder de plus près la nature de cette intelligentsia nationaliste radicale et de sa vision idéologique et culturelle du défi des temps modernes. Sans doute faudrait-il — comme toujours — éviter les généralisations rapides et examiner les situations concrètes cas par cas. Dans celui de l'Égypte, je suggérerai que toute l'histoire moderne de ce pays ancien est largement actionnée par son intelligentsia. Celle-ci est néanmoins partagée en trois courants sans que ceux-ci ne soient parvenus à converger, ni que l'un d'eux l'ait emporté d'une manière décisive. Les courants «modernistes» sont demeurés largement aliénés culturellement des masses populaires, tant en ce qui concerne leur branche bourgeoise libérale «occidentaliste» en déclin, qu'en ce qui concerne leur branche radicale qui s'est ouverte au communisme dès les années 20, c'est-à-dire bien avant beaucoup d'autres contrées de l'Orient. Le courant «islamiste», toujours présent de la Nahda aux Frères Musulmans et à l'intégrisme, s'il a toujours produit des intellectuels dont l'expression trouve un écho facile dans le peuple, n'est jamais parvenu à s'ériger en force sociale capable de diriger ce peuple, et, de ce fait, s'est toujours trouvé finalement manipulé par des forces plus puissantes (la réaction locale et régionale et, derrière elle, l'impérialisme). Il sert surtout de barrière à l'expansion des idées de la gauche radicale. Dans ces conditions, c'est un troisième courant du «modernisme», représenté dans l'histoire récente par les officiers libres, qui est parvenu à saisir l'occasion historique. Car je tiens l'organisation des officiers libres, comme les organisations communistes, essentiellement pour des noyaux intelligentsistes n'étant pas parvenus, dans les circonstances, à organiser

les masses et à unifier derrière elles les forces anticapitalistes. Cette branche de l'intelligentsia — qui donnera le nassérisme — n'est pas l'expression globale de l'idéologie petite-bourgeoise, malgré certaines apparences superficielles allant dans ce sens. Elle a prouvé qu'elle était moderniste, foncièrement anti-impérialiste et nationaliste, portée à se méfier des classes «riches» et à faire appel au peuple, mais néanmoins «pragmatiste», comme Nasser lui-même l'a reconnu. Or, ce caractère couvre en réalité, à notre avis, l'indigence culturelle globale de la société et l'échec à produire une synthèse créatrice de la dimension universaliste de la culture moderne et de l'expression spécifique de l'héritage historique du peuple.

Dans cette situation, le mouvement «au-delà du capitalisme», amorcé par la radicalisation de la libération nationale, s'est trouvé constamment entravé, à la fois par la nature ambiguë et incertaine de son «projet» et par les obstacles objectifs opérant au sein de la société, ces deux éléments se renforçant mutuellement pour finalement, conjugués à l'agression impérialiste permanente, faire avorter l'espoir d'une révolution nationale populaire. Ici donc l'étatisme n'est pas le produit de la révolution nationale populaire, mais exprime le glissement que la confrontation avec l'impérialisme a imposé. Il a donc opéré dans une société où la composante des forces capitalistes internes demeurait prépondérante, face à une composante d'aspirations socialistes encore embryonnaire seulement. Aussi le modèle de la construction nassérienne est-il demeuré un modèle de la famille des adaptations «capitalistes bureaucratiques» à la crise du capitalisme périphérique. Je constate que ce modèle est instable, menacé sans cesse de «recompradorisation», ce qui, dans le cas égyptien, est maintenant fait.

Sans vouloir nécessairement généraliser trop vite, il me semble que toutes les tentatives d'aller «au-delà du capitalisme» à partir de la radicalisation de la libération nationale ont comporté les mêmes limites et, pour cette raison, ont démontré la même fragilité. Mais cette histoire en est encore peut-être seulement à ses débuts, et c'est parce que nous sommes pressés que nous perdons de vue tout le potentiel d'avenir que recèle la radicalisation du refus de la compradorisation.

— 3 —

La révolution nationale populaire est-elle encore possible dans le Tiers-Monde capitaliste? Y a-t-il une autre voie de développement possible plus probable, capable elle aussi, sinon de «résoudre le problème du sous-développement et de la dépendance», du moins d'atténuer la violence de ses contradictions les plus explosives?

Cette question est effectivement posée par le succès apparent de la croissance capitaliste dans un certain nombre de «pays nouvellement industrialisés». Ce succès pourrait-il se généraliser progressivement? Selon certains, le succès — ou l'échec — des pays du Tiers-Monde à tirer avantage du système capitaliste mondial tiendrait pour l'essentiel aux facteurs internes qui leur sont propres (lutttes de classes, idéologies et cultures, *etc.*). Notre thèse, dont nous ne reprendrons pas ici les arguments (développés entre autres dans *La déconnexion*), est différente. Nous rejetons l'hypothèse (implicite ou explicite) selon laquelle l'intégration au système capitaliste mondial constituerait par elle-même un «facteur favorable», que l'on pourrait donc toujours exploiter, et que les conditions internes propres à chaque société rendent celle-ci capable ou non de tirer parti de la situation. La périphérisation est même responsable d'avoir étouffé dans l'œuf les potentialités d'un développement capitaliste autonome qui manifesterait leur dynamisme dans certains pays d'Orient. Notre thèse est que — à l'opposé — cette intégration mondiale est un facteur éminemment défavorable, et qu'il l'est même d'une manière de plus en plus forte. Il faut donc, pour «se développer» (au sens de surmonter les contradictions engendrées par le capitalisme périphérique), déconnecter. Le peut-on? Comment? C'est ici que nous retrouvons les facteurs internes qui deviennent décisifs pour expliquer comment et pourquoi la déconnexion et la révolution nationale populaire ont été possibles chez les uns, ont avorté chez d'autres, n'ont pas même

été tentées jusqu'ici ailleurs; tout comme ces facteurs resteront décisifs dans l'avenir et permettent donc, non seulement de «faire des pronostics» et de «supputer les probabilités», mais surtout — et cela est plus important — de proposer des stratégies d'action visant à renforcer les facteurs internes favorables. Par la suite, c'est-à-dire après la rupture anticapitaliste, les facteurs internes deviennent encore plus décisifs si l'on peut dire, au sens que les facteurs externes deviennent alors des «contraintes extérieures limitatives», et guère plus. Je ne reviendrai pas sur cette discussion concernant facteurs internes et facteurs externes.

Il faut déconnecter, et le succès de cette opération dépend pour l'essentiel des facteurs internes. Dans ces conditions, on ne sera pas étonné que le Tiers-Monde ne puisse pas déconnecter «collectivement» et que les avancées dans cette direction resteront localisées, inégales, définies par les cadres nationaux divers. Dans la même logique, nous convenons que l'histoire humaine n'est pas «programmée» et qu'il n'est donc jamais exclu que certaines sociétés, s'avérant incapables de relever le défi historique auquel elles sont confrontées, soient condamnées à disparaître en tant que telles. L'histoire est remplie des cadavres de sociétés détruites, sous une forme ou l'autre, par le génocide ou l'assimilation.

Je ne reviendrai pas non plus sur les arguments que j'ai développés ailleurs concernant les expériences contemporaines d'accélération de la croissance au sein du système mondialisé, dont j'ai signalé la fragilité, les contradictions difficiles à surmonter et le caractère exceptionnel (interdisant leur plus ou moins grande généralisation si les facteurs internes devenaient relativement «favorables»). La discussion des thèses proposées relatives aux «semi-périphéries» m'invitait à cette mise au point.

Face au défi de l'expansion capitaliste inégale, les sociétés de la périphérie réagissent soit par une stratégie et des tactiques de déconnexion (totale ou partielle), soit par des tentatives de modifier en leur faveur la contrainte extérieure — c'est-à-dire le système mondial — par des actions nationales ou collectives, soit, évidemment, par une combinaison des deux. Les forces bourgeoises locales penchent vers la seconde stratégie; les classes populaires et les forces radicales se font moins d'illusions sur les possibilités qu'offre cette tentative de réforme du système mondial et, partant, attachent plus d'importance à la dimension «déconnexion» de leur stratégie.

C'est dans ce contexte que je replace le rapport dialectique entre la stratégie de déconnexion (nécessairement nationale pour l'essentiel) et la lutte (en partie collective) pour un «nouvel ordre international», menée par les pays du Tiers-Monde au cours de la seconde moitié des années 70.

Cependant, cette dernière initiative n'a pas donné les résultats que ses promoteurs attendaient d'elle. Au contraire, la crise aidant, une offensive globale de l'Occident s'est dessinée, qui s'inscrit dans un cadre complexe (contre-offensive des États-Unis visant à restaurer leur hégémonie en déclin, offensive contre l'Est par le moyen de la course aux armements, ralliement atlantiste de l'Europe, *etc.*) que nous avons analysé ailleurs. Dans la phase actuelle, cette offensive de l'Occident est parvenue à rompre le front commun du Tiers-Monde, à briser son aile radicale et à entreprendre la «recompradorisation» d'ensemble du Sud. Une fois de plus, l'histoire démontre la fragilité et la vulnérabilité des stratégies bourgeoises du Tiers-Monde, nationales et collectives, autrement dit l'impossible «révolution bourgeoise».

L'échec répété des stratégies bourgeoises du Tiers-Monde impose donc, plus que jamais, la réponse nationale populaire de déconnexion. Néanmoins beaucoup doutent que celle-ci soit encore possible, compte tenu du niveau atteint par les processus de la transnationalisation. Celle-ci n'est certes pas chose nouvelle, puisqu'elle est aussi ancienne que le capitalisme lui-même; et son approfondissement d'étape en étape est la loi de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Mais, dit-on, nous serions en passe de connaître un changement qualitatif qui rendrait celle-ci désormais irréversible, rendant toute stratégie de désengagement caduque par la même occasion.

Dans tous les domaines, en effet, la transnationalisation paraît bien amorcer une nouvelle étape de son approfondissement. Et j'en citerai ici au moins cinq dimensions : (i) la crise agro-alimentaire des pays du Tiers-Monde; (ii) le défi des technologies nouvelles; (iii) les formes nouvelles du capital mondialisé; (iv) la dimension planétaire des stratégies militaires des superpuissances; (v) la cristallisation de plus en plus difficile de l'État-nation et sa crise sociale et culturelle.

Dans aucun de ces domaines, il ne semble à première vue qu'un pouvoir national populaire soit à même de répondre au défi par une stratégie de rupture et de déconnexion. Néanmoins, les arguments avancés dans ce sens me paraissent peu convaincants et, pour le moins, trop rapides pour être concluants. Sans espérer ici avancer sérieusement dans cette série de nouveaux débats qui, je l'espère, continueront à alimenter la réflexion et la discussion à l'avenir, j'aimerais faire part — rapidement — des raisons qui me font penser que l'option reste plus que jamais : révolution nationale populaire et déconnexion ou compradorisation et destruction des sociétés du Sud.

La puissance des communications modernes a indiscutablement des effets pervers profonds sur toutes les sociétés de la périphérie. Nul ne le conteste. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de riposte possible à ceux-ci? Qu'il faille accepter intégralement — comme une contrainte «incontournable» — l'aliénation des modèles proposés par le capital à travers les mass media mondialisés? Je sais bien que la crise agro-alimentaire du Tiers-Monde est précisément en partie le produit des modèles alimentaires proposés par l'Occident. Mais en partie seulement, et, à mon avis, dans une petite partie. Car pour l'essentiel cette crise est la conséquence inéluctable de l'incapacité de la bourgeoisie et de son État, à notre époque, de révolutionner les campagnes du Sud au double plan social et technique. Au-delà de cette impotence de la bourgeoisie, les conditions objectives existent pour que le Tiers-Monde se nourrisse — et bien — par ses seuls moyens propres, rendant ainsi caduque «l'arme alimentaire» brandie par l'Occident. À condition précisément de prendre ses distances à l'égard des propositions faites par cet Occident dans ce domaine : ouverture aux multinationales de l'agro-alimentaire, koulakisation par la pseudo «révolution verte», renonciation à l'industrie au profit d'une prétendue «priorité agricole»... et mendicité organisée...

Le discours concernant les technologies nouvelles (nucléaire, biotechnologie, informatique, *etc.*) est, à mon sentiment, largement un discours démagogique et facile destiné à désarmer les peuples, et notamment à décourager ceux du Tiers-Monde. Si vous ne prenez pas ce train en marche aujourd'hui, nous dit-on, demain vous ne serez plus rien. Je crois qu'il n'en est rien. Et qu'un peuple qui, aujourd'hui, s'approprierait la maîtrise des technologies «banales» en cours (agricoles et industrielles) par sa révolution nationale populaire, serait capable très vite, demain, de se «rattraper» dans les domaines nouveaux avec lesquels on veut l'impressionner pour le paralyser. Par contre, sans la maîtrise des technologies actuellement pratiquées, peut-on espérer sauter directement à celles de l'avenir?

La centralisation grandissante du capital a certainement fait passer la mondialisation par des étapes distinctes, définies par des formes particulières et adaptées; par exemple les oligopoles des impérialismes nationaux en conflit de 1880 à 1945, la «multinationale» de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Est-on en passe d'entrer dans une nouvelle phase qualitative de la mondialisation du capital? La dette internationale est-elle le signe de cette cristallisation nouvelle? Ou seulement un épiphénomène accompagnant une crise de restructuration? On peut — et doit — étudier et discuter ces questions. Mais rien n'oblige à accepter l'inscription nécessaire de toute stratégie «efficace» dans la logique des exigences de l'expansion du capital. C'est là une question de principe.

Sans doute les stratégies militaires contemporaines ont-elles donné aux superpuissances une vision de la géostratégie nouvelle que nul ne peut ignorer. Doit-on pour autant s'y soumettre? ou au contraire, doit-on, et peut-on, mener le combat politique pour un désengagement, c'est-à-dire le non-alignement, dans la perspective de la reconstruction d'un monde polycentrique? Cette question n'est pas réservée exclusivement au Tiers-Monde. Un non-

alignement européen n'est-il pas aussi la meilleure réponse de la vieille Europe au danger de la confrontation des superpuissances? Le meilleur moyen d'en supprimer le danger?

L'expansion capitaliste a certainement créé à la périphérie des conditions de plus en plus difficiles du point de vue de la constitution d'États-nations à l'instar de ce qu'ils sont en Occident. Cette constatation est même à l'origine de notre thèse selon laquelle l'intégration mondiale est un obstacle grandissant au développement (et non un facteur favorable). L'importation des institutions étatiques copiées de celles de l'Occident, que l'idéologie bourgeoise locale (et les théories sociales conventionnelles dominantes — du fonctionnalisme américain entre autres) a préconisée, a démontré sa vanité. Car l'expansion périphérique du capital ruine précisément les chances de cristallisation nationale, accuse l'émission et la «molécularisation» de la société. La crise des mouvements sociaux, l'émergence de formes de regroupement social autour des communautés élémentaires (familiale, régionale ou ethnique, religieuse ou linguistique), comme la crise culturelle de nos sociétés, témoignent des effets de la périphérisation capitaliste. C'est précisément parce que nous prenons ce fait en compte que nous parlons de révolution nationale populaire et non de révolution socialiste.

Mais, nous dit-on, pourquoi valoriser la cohésion nationale alors que précisément on est en passe, en Occident, de «dépasser» ce stade? Il y a certes également une crise de l'État-nation, au moins en Europe (sinon aux États-Unis et au Japon dont l'histoire et les conditions sont fort différentes). Cependant, cette crise — qui survient après des siècles de formation des États-nations — n'a pas grand-chose à voir avec celle des États soumis dès l'origine à la périphérisation. Je prétendrai donc que peu nous importe l'issue que les peuples européens donneront à leur crise (et nous souhaitons que celle-ci s'inscrive dans une transformation socialiste de l'Europe, qui n'est pas pour nous une «utopie»), nous ne pouvons attendre que la réponse vienne d'eux.

S'il y a donc du nouveau dans les conditions créées par la transnationalisation approfondie, je dirai que l'hypothèse qui me paraît la plus plausible se résume en une phrase: la bourgeoisie des périphéries est et sera de moins en moins partagée entre sa «tendance nationale» et sa «tendance à se soumettre aux contraintes globales», elle versera de plus en plus dans le camp de la compradorisation acceptée. La révolution nationale populaire est de ce fait une nécessité objective de plus en plus lourde, et l'exclusion de la bourgeoisie donne une responsabilité historique grandissante aux classes populaires et à l'intelligentsia susceptible de les organiser.

Nécessité objective grandissante, cela signifie que la contradiction principale par laquelle l'accumulation mondiale du capital s'est manifestée pendant des siècles et se manifeste toujours ne fait que s'aggraver d'étape en étape. Le conflit Nord-Sud, si on appelle ainsi cette contradiction (et je n'aime pas beaucoup cette qualification trop brève et ambiguë pour toutes les raisons développées ici), loin d'être progressivement atténué par l'expansion globale du capital, est au contraire aiguisé par celle-ci. Si les peuples du Sud ne savent pas donner à cette crise la réponse nationale populaire qui s'impose, si les forces progressistes du Nord se laissent marginaliser et s'alignent derrière le capital dominant, alors on ira vers une barbarie grandissante. Comme toujours, les termes de l'issue sont: socialisme ou barbarie. Mais tandis que l'on avait imaginé que les luttes victorieuses des classes ouvrières d'Occident ouvriraient la marche au socialisme, force nous est aujourd'hui de constater que le chemin sera plus long, plus tortueux, passant par la révolution nationale populaire de la périphérie, en attendant que, par leurs propres avancées, les peuples de l'Occident contribuent à créer les conditions indispensables d'un renouveau internationaliste.

Samir Amin
UNITAR
B.P. 3501
Dakar, Sénégal

RÉSUMÉ

Rappelant, dans leurs grandes lignes, certaines des principales thèses qu'il défend depuis des années, l'auteur soutient que le phénomène central d'où tout découle dans le monde moderne demeure le développement inégal du capitalisme à l'échelle mondiale, développement qui a pour manifestation fondamentale la polarisation entre centres et périphéries. Les contradictions qu'implique le fonctionnement de ce système mondial atteignent leur violence maximale dans les périphéries. Il en résulte une dynamique objective qui produit dans ces périphéries des tentatives de déconnexion par rapport à la logique du capitalisme planétaire, tentatives qui prennent soit la forme de la révolution nationale populaire à vocation anticapitaliste, soit celle du mouvement de libération nationale qui, en se radicalisant, peut lui aussi déboucher sur la recherche d'un «au-delà du capitalisme». Les obstacles qui se dressent sur la voie de la déconnexion sont cependant considérables. Aussi, la lutte entre la tendance à l'expansion intégratrice du capitalisme à travers le monde et la tendance à la déconnexion des périphéries est-elle au cœur de l'histoire contemporaine. L'enjeu de cette lutte n'est rien moins que celui-ci : développement et libération des sociétés du Sud, ou au contraire destruction de ces sociétés? Et cette interrogation ne renvoie-t-elle pas à la vieille question : socialisme ou barbarie?

SUMMARY

Reminding us of certain of the main theses, in their broad terms, that he has defended over the years, the author maintains that the central phenomenon from which all flows in the modern world remains the unequal development of capitalism on a worldwide scale, development whose fundamental manifestation is the polarization between centers and peripheries. The contradictions implied by the functioning of this world system reach their maximum violence in the peripheries. An objective dynamic results from this which engenders attempts in these peripheries to disconnect in relation to the logic of planetary capitalism, attempts which take the form either of an anti-capitalist national-popular revolution, or of a national liberation movement, which, in becoming more radical, can also lead to a search for something «beyond capitalism». The obstacles which stand in the way of such disconnection are however considerable. Therefore, the struggle between the trend toward the integrating expansion of capitalism around the world and the trend to disconnection in the peripheries is at the heart of contemporary history. The issue of this struggle is nothing less than this: development and liberation of societies of the South, or on the contrary, the destruction of these societies? And does not this question return us to the old one: socialism or barbarism?

RESUMEN

Recordando, en sus líneas principales, algunas de las tesis que él defiende desde hace años, el autor sostiene que el fenómeno central de donde todo se origina en el mundo moderno continúa siendo el desarrollo desigual del capitalismo a la escala mundial, desarrollo que tiene como manifestación fundamental la polarización entre centros y periféreas. Las contradicciones que implica el funcionamiento de este sistema mundial alcanzan su máxima violencia en las periféreas. Resulta de ello una dinámica objetiva que produce en estas periféreas tentativas de desconexión en relación a la lógica del capitalismo planetario, tentativas que toman ya sea la forma de la revolución nacional-popular a vocación anti-capitalista, ya sea aquella del movimiento de liberación nacional que, al radicalizarse, puede él también desembocar en la búsqueda de un «más allá del capitalismo». Sin embargo, los obstáculos que se levantan sobre la vía de la desconexión son considerables. También, la lucha entre la tendencia a la expansión integradora del capitalismo a través del mundo y la tendencia a la desconexión de las periféreas están al centro de la historia contemporánea. Lo que está en juego en esta lucha no es nada menos que esto: desarrollo y liberación de las sociedades del Sur, o al contrario destrucción de esas sociedades? Y esta interrogante, no nos envía a la vieja pregunta: socialismo o barbarie?.